

Le gouvernement fait le choix de tuer EDF !

Ce jeudi 13 janvier, à la télévision, la Ministre de l'Ecologie et de la Transition écologique faisait l'apologie du libéralisme dans cette phrase incroyable : « Nous allons demander à EDF d'augmenter le volume d'électricité bon marché qu'ils vendent à leurs concurrents ».

Confirmé par un communiqué qui ne prend pas la peine de citer EDF, le ministère de Madame POMPILI a annoncé que le volume de l'ARENh (Part de production nucléaire réservée aux fournisseurs concurrents) est relevé à 120TWh pour quelques euros de plus. C'est une nouvelle étape de la spoliation d'EDF au profit de la concurrence puisque désormais c'est 40% de la production nucléaire d'électricité qui doit être bradée - en solde permanente - à la concurrence ! Les salariés d'EDF apprécieront de travailler et produire 40% de l'électricité pour contribuer aux dividendes de leurs concurrents et implicitement tuer leur propre entreprise tout comme le service public de l'électricité.

Cette mesure insensée et illusoire pour maîtriser sur le long terme la flambée des prix structurelle - le marché n'ayant pas incité « la concurrence » à construire massivement les moyens de production - va amputer les comptes d'EDF de près de 8Md€. En effet, alors que les positions d'EDF sur les marchés sont fermées, on va obliger l'opérateur de service public à aller acheter à des prix stratosphériques (à plus de 300€/MWh) une marchandise qu'il revendra à 46,2€. D'ailleurs en a-t-il le droit ?

Cette parade catastrophique renforce l'existence du marché qui est pourtant la cause de l'explosion des factures imposée aux usagers !

Dans le même temps, le gouvernement demande également à l'électricien de racheter GE Steam pour gommer la boulette de l'actuel Président de la République, alors Ministre de l'Economie du gouvernement précédent, qui avait bradé un savoir-faire industriel français unique perdant ainsi l'indépendance énergétique nucléaire.

D'un outil opérationnel public au service de l'intérêt général pour appliquer les politiques énergétiques et mener une politique industrielle, EDF est maintenant un outil financier pour corriger les effets néfastes du système capitaliste devenu fou et jouant avec ce bien de première nécessité contre les citoyens.

L'électricité demande une planification des investissements sur le long terme car nos outils de production vieillissent. Des fermetures politiques sont imposées (Fessenheim, Gardanne, Lucy, Cordemais, ...) sans que les remplacements ou reconversions soient engagés sereinement avec continuité et effets de palier nécessaires à la maîtrise économique, technique et de maintenance. Aujourd'hui le parc de production français n'a plus aucune marge, nous vivons d'importations.

Pourtant, tout découle d'un calcul du tarif règlementé « par empilement » imaginé par la CRE qui a participé à la mise en place de l'ARENh. Ce calcul aboutit à une augmentation en février 2022 de plus de 35%. L'abaissement des taxes demandé depuis des années par la FNME-CGT y suffirait à peine et pourtant cet abaissement a été réduit à un strict minimum, la TVA n'étant pas remise en cause.

La FNME-CGT considère que CRE qui est composée majoritairement de membres aux parcours « très privés » (principalement réalisés chez les fournisseurs alternatifs) est dangereuse car elle est devenue la meilleure représentante de la Direction Générale de la Concurrence de l'Union Européenne. Bruxelles refuse d'admettre que le marché est un échec, voir un danger, et que l'augmentation inéluctable des prix met à mal les objectifs de la nécessaire transition énergétique pour tous mais aussi des innovations indispensables à cette transition (production d'hydrogène par exemple).

Que ce soit pour les citoyens ou pour les industriels, ce système de fonctionne pas. La FNME-CGT

rappelle que notre système péréqué avait jusqu'en 2004 proposé un tarif qui jamais n'avait dépassé l'inflation. Les chèques Energie distribués aujourd'hui comme une aumône aux plus démunis d'entre nous servent en réalité à garantir un paiement aux fournisseurs. Personne n'a désormais les moyens de contrer les effets néfastes dans ce cadre-là ! Ce marché qui appauvrit l'amont (les producteurs) et l'aval (les usagers) doit être réduit aux échanges transfrontaliers d'énergie par solidarité aux autres pays.

La FNME-CGT remet donc en cause le calcul du TRVE qui prend en compte trop largement des éléments de marchés finalement pour que les fournisseurs alternatifs puissent concurrencer le principal producteur du service public qu'est EDF in fine garant de l'équilibre physique du réseau.

La FNME-CGT dénonce ce marché de l'électricité qui se sert de l'opérateur public pour assumer les risques de marché alors qu'il est le seul à assumer les risques industriels depuis 10 ans, laissant agents et outils de travail dans un état indigne d'une société soucieuse du service public et de la transition énergétique.

La FNME-CGT s'insurge contre le système et le fonctionnement des diverses instances de la CRE au Conseil Supérieur de l'Energie jusqu'aux groupes de travail de la Stratégie Française Énergie Climat qui incitent les entreprises privées à faire un lobbying en piochant en permanence dans le portefeuille des usagers par le biais de financement publics dont aucun fruit n'est récolté.

Pour la FNME-CGT, comme nous le portons dans notre Programme Progressiste de l'Énergie, seule la sortie du marché de l'électricité et le retour au monopole public par la nationalisation d'EDF - qui ne coûterait que 5 Md€ à l'Etat - doivent être imposés pour répondre aux besoins et à l'intérêt économique de tout le pays.

La FNME-CGT qui appelait déjà à une grève reconductible à compter de ce 25 janvier sur les salaires et les pensions des énergéticiens, déclare que ces annonces renforceront la colère des agents qui voient leur avenir s'assombrir. C'est une perte indéniable de leur sens au travail.

Le gouvernement, déjà bien acteur de la disette salariale, prendra les responsabilités de ses décisions de destruction du service public de l'énergie et assumera pleinement les impacts à court terme de la lutte des travailleurs et retraités qui ne laisseront jamais la Macronie tuer EDF. Les agents ont su repousser Hercule, ils sauront repousser MACRON, CASTEX, LEMAIRE, POMPILI et leur politique énergétique !

INTERLOCUTEURS :

Karine GRANGER – 06.66.31.49.90

Philippe PAGE – 06.47.76.16.81

Fabrice COUDOUR – 06.83.25.88.39